

Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*

Paris, éditions du Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2012

Paul Lagneau-Ymonet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6090>

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2013

Pagination : 73-77

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Paul Lagneau-Ymonet, « Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, *Repenser la pauvreté* », *Travail et Emploi* [En ligne], 135 | juillet-septembre 2013, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6090>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*

Paris, éditions du Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2012

Paul Lagneau-Ymonet

RÉFÉRENCE

Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*, Paris, éditions du Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2012, 422 p.

En dépit du bon sens

- ¹ *Repenser la pauvreté* est la version française (traduction de Julie Maistre) de *Poor economics: a radical rethinking of the way to fight global poverty* (New York, PublicAffairs, 2011). Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo y présentent une anthologie de nombreuses recherches, individuelles et collectives, qui, en une décennie, ont affecté l'économie du développement. Elles se sont imposées dans ce sous-champ de la discipline économique et inspirent désormais nombre d'actions menées par des fondations, des associations, des gouvernements ou des organisations internationales. La stature universitaire des auteurs et l'énergie qu'ils déploient pour promouvoir ce qu'ils font auprès d'un vaste public, ne suffisent pas à expliquer leur succès¹.
- ² Dans un contexte de défiance à l'égard des prescriptions économiques et, aux États-Unis, de sape de l'autorité scientifique par la droite religieuse², Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo proposent surtout une économie attrayante : pragmatique plutôt qu'idéologique ; claire plutôt qu'absconse, altruiste plutôt qu'aveugle aux plaies du monde. Aux problématiques générales qui opposent les tenants de l'aide internationale à ses contempteurs, ils préfèrent les problèmes concrets, les expérimentations circonscrites et les solutions ingénieuses. Aux arcanes économétriques des modèles, ils substituent des expériences compréhensibles réalisées sur le terrain. Enfin, tout cela,

Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, leurs collègues, assistants et partenaires le font pour la bonne cause : comprendre l'existence des plus démunis afin de lutter contre la pauvreté. « *Traduire la recherche en action* », comme l'affirme J-PAL (*Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab*), le laboratoire d'action contre la pauvreté, véritable « multinationale scientifique³ » qu'ils ont créée en 2003, au sein du département d'économie du Massachusetts Institute of Technology, avec Sendhil Mullainathan, professeur d'économie à Harvard.

- 3 La juxtaposition de deux propositions relevant de registres différents, celui de la connaissance et celui de l'éthique, résume la thèse générale du livre : les vicissitudes de l'économie du développement démontreraient qu'il n'existe pas de recette miracle pour éliminer la pauvreté ; pourtant, on peut et on doit concevoir, mettre en œuvre et évaluer des dispositifs qui améliorent l'existence des personnes les plus démunies. Cette modestie revendiquée va de pair avec une impérieuse ambition : asseoir les évaluations aléatoires comme la norme de scientificité dans l'analyse des comportements humains et imposer une conception de l'économie du développement affranchie de la politique⁴. Les auteurs proposent de fait une ingénierie renouvelée de l'action publique et de son évaluation, fondée sur l'expertise microéconomique. Si *Repenser la pauvreté* se présente comme un traité de vulgarisation scientifique, c'est aussi un essai éminemment politique⁵.
- 4 L'ouvrage expose les résultats d'enquêtes menées aux quatre coins du monde, le plus souvent en collaboration avec des associations ou des administrations locales. À la différence de certains de leurs collègues, les auteurs ou leurs collaborateurs collectent, traitent et interprètent des données de première main. Ce souci de l'empirie, y compris l'attention pour l'imprévu, accroît d'autant leur pouvoir de prescription, notamment auprès des bailleurs de fonds du développement : ceux-ci sont prompts à célébrer cette combinaison d'immersion personnelle, d'expérience accumulée et d'analyse méthodique, mises au service de l'efficacité et de la recherche de l'efficience. Mais au-delà des données originales et de l'expérience individuelle, ce sont la mesure de l'adéquation des moyens et des fins et l'optimisation de leur rapport qui, en général, suscitent l'intérêt et, souvent, emportent la conviction.
- 5 Pour ce faire, Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo considèrent les évaluations aléatoires comme « l'étalon-or ». Idéalement, les expérimentateurs circonscrivent une sous-population dont les individus sont répartis aléatoirement entre un groupe qui reçoit le traitement et un groupe témoin qui reçoit un placebo, sans que personne ne sache – à l'exception des concepteurs de l'expérimentation – qui reçoit et qui administre quoi. Au terme de l'expérience, la différence en moyenne entre les individus des deux groupes correspond à l'effet moyen du traitement parmi les individus traités, qui vaut pour toute la sous-population, pour autant que l'assignation aléatoire fût effectivement la seule chose qui distinguât les effectifs des deux groupes. Si crucial dans l'approche des auteurs, ce protocole d'évaluation ne fait pourtant l'objet que d'une description succincte dans le livre : une dizaine de lignes à la page 36 et une note au bas de la page 354⁶.
- 6 *Repenser la pauvreté* comprend dix chapitres. Le premier expose en quoi consiste le « piège de la pauvreté ». L'expression désigne la condition d'un agent démuné dont le revenu actuel dépasse le revenu futur. Le subside ou le soutien doit être tel qu'il suffise à sortir l'agent de l'ornière et à enclencher un cercle vertueux. Si la situation ne correspond pas à celle que suggère le « piège de la pauvreté », l'aide accroît

ponctuellement le revenu individuel, mais n'améliore pas son évolution. Dès lors, le secours devient une libéralité, sans raison économique. La première partie (« Vies privées ») traite de l'alimentation, la santé, l'école et la procréation (chapitres 2 à 5). Dans la seconde partie « Institutions », les chapitres 6 à 9 abordent la prémunition contre les risques de l'existence, l'épargne et l'entrepreneuriat. Dans le dernier chapitre enfin, les auteurs systématisent leurs critiques de l'économie politique. Incapable de répondre aux « *grandes questions*⁷ » qu'elle soulève par des réponses univoques, elle ne permettrait pas d'améliorer le quotidien de celles et ceux qu'il s'agirait d'aider.

- 7 L'exposition des résultats intermédiaires est claire et souvent enthousiaste, au point de faire oublier parfois que, rapportées à des situations de base misérables, des variations même minimales peuvent se traduire en pourcentages impressionnants⁸. Au terme de l'ouvrage, Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo dégagent cinq « *leçons clés* ». L'accès à l'information est crucial, pour autant qu'elle soit crédible, compréhensible et captivante. Si l'atavisme ou la précipitation est un comportement humain généralement observable, ses effets délétères sont accrus chez celles et ceux qui disposent de revenus infimes et variables pour faire face aux difficultés de la vie. Les pouvoirs publics ont souvent un rôle à jouer, soit en procurant un bien ou un service, soit en rendant possible l'émergence d'un marché pour sa fourniture. La malignité des agents (y compris les élites) est rarement pour quelque chose dans l'insuccès des programmes de développement ; les échecs sanctionnent une conception défectueuse ou une mauvaise mise en œuvre. Enfin, on sous-estime combien la croyance emporte la conviction ; c'est pourquoi, les encouragements et la pédagogie par l'exemple sont si importants. L'intérêt de l'ouvrage dépasse pourtant celui de pareil *vade-mecum*. C'est à l'aune de son ambition – renouveler l'analyse de la pauvreté – qu'il faut l'apprécier.
- 8 D'un point de vue méthodologique, la métaphore filée sur le mode de l'évidence avec les essais cliniques constitue un effet de science, parce que le livre s'adresse à un large public qui ne lira pas nécessairement l'article académique dans lequel les auteurs discutent certaines des critiques formulées de longue date à l'encontre de l'évaluation aléatoire⁹. Les circonstances d'expérimentation ne remplissent pas toujours les conditions formelles qui assurent la validité de l'expérience. Dans les faits, l'assignation au hasard entre le groupe traité et le groupe témoin des individus sélectionnés est difficile à réaliser. Pour mener l'expérience, il faut bien souvent composer avec ce qu'on a, et notamment avec des agents dont les priorités ne sont pas scientifiques, quelles que soient leurs intentions initiales¹⁰. Pour autant qu'ils acceptent le principe même de l'expérimentation, les comportements des cobayes et ceux des expérimentateurs sont affectés par leurs connaissances de ce que les uns reçoivent et de ce que les autres administrent¹¹. Ces accrocs aux conditions de validité de l'évaluation aléatoire idéale font que l'interprétation des résultats ne va pas toujours de soi et réclame parfois des traitements économétriques complémentaires. Dès lors disparaît l'évidence des préconisations inférées¹². En outre, quand bien même toutes les expérimentations auraient lieu dans des conditions parfaites, leur seule répétition n'expliquerait ni pourquoi ni comment le dispositif testé fonctionne et encore moins ce que sa généralisation produirait comme effets. L'évaluation aléatoire peut, sous certaines conditions (formelles et éthiques), produire des résultats qui amènent à invalider une proposition théorique et suscitent la curiosité des chercheurs. En revanche, l'expérimentation ne donne pas en soi les raisons du succès ou de l'échec du

dispositif envisagé et sans cadre théorique, il n'est possible ni de combiner les résultats obtenus ni de concevoir les prochaines recherches à mener¹³.

- 9 L'absence de mise en garde, dans le livre, contre les limites de la démarche qu'il promeut, entretient ainsi la confusion entre efficacité (l'action est suivie d'effet), efficience (le rendement de ladite action) et une forme spécifique de causalité (la production de l'effet observé par cette action et celle-là seulement). En dehors même du milieu académique, l'impératif d'évaluation des programmes de développement ou d'aide sociale ainsi que la tendance des institutions publiques et des associations à copier les pratiques – et donc à reprendre les logiques – managériales¹⁴, font que cet amalgame existe. La maîtrise d'ouvrage veut des preuves que ce qu'elle finance « marche » ; les maîtres d'œuvre ont besoin de celles-là pour obtenir les fonds dont ils dépendent et des scientifiques sont ravis de pouvoir ainsi mettre leur savoir à l'épreuve des faits. Cette configuration n'a rien de nouveau. Comme l'a établi Jules Salomone¹⁵, les évaluations aléatoires, conçues par des psychologues au début du vingtième siècle, avaient déjà servi à satisfaire ces trois intérêts congrus, notamment lors de leur déploiement pendant la deuxième guerre mondiale, par l'armée américaine, pour apprécier les effets sur les soldats de sa propagande, pendant la « Guerre à la pauvreté » décrétée par le président étasunien Lyndon B. Johnson en 1964 et remise en cause sous Richard Nixon, son successeur. Dans ce second cas, il s'agissait d'évaluer des programmes d'aide sociale¹⁶. En privant leurs lecteurs et lectrices des moyens d'exercer leur vigilance épistémologique, Esther Duflo et Abhijit V. Banerjee entretiennent la confusion entre conquête de la connaissance scientifique et satisfaction d'exigences technocratiques.
- 10 Le rappel des conditions et limites de validité de la technique d'évaluation privilégiée par les auteurs n'épuise pas la critique, mais il révèle les biais qui faussent la perspective d'Esther Duflo et Abhijit V. Banerjee : la mise à distance de l'économie politique, le déni des rapports de pouvoir et le confinement dans l'individu de l'analyse des causes de son comportement¹⁷. Ils affectent l'objet de la recherche, la science que celle-là mobilise et ses fondements épistémologiques. Ainsi, les auteurs adoptent la définition du seuil d'extrême pauvreté que les organisations internationales emploient, *i. e.* la valeur en parité de pouvoir d'achat d'un panier de biens courants parmi les pauvres des pays pauvres. Cette manière de compter les plus démunis a deux caractéristiques notoires : elle implique que la « fin de la pauvreté » telle qu'elle est définie par ce seuil est envisageable ; et elle distingue la lutte contre la pauvreté de la lutte contre les inégalités. La première caractéristique assigne un objectif atteignable aux organisations qui emploient cette définition tout en leur fournissant la mesure de leurs actions. « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim » constitue d'ailleurs le premier des huit « objectifs du Millénaire pour le développement » élaborés par l'Organisation des Nations unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce¹⁸. La seconde caractéristique fixe les bornes conceptuelles et politiques de la lutte contre la pauvreté en envisageant la richesse de quelques-uns et la pauvreté de nombreux autres comme les conséquences nécessaires du fonctionnement ordinaire de la société. Autrement dit, compter les pauvres circonscrit la pauvreté en dénombrant une population cible, sans la définir analytiquement de manière relationnelle¹⁹.
- 11 Cette façon de poser la question de la pauvreté en la séparant de celle des inégalités n'a rien d'original. Au contraire, elle traverse l'histoire étasunienne de l'indigence et le

partage entre analyse de la pauvreté et étude des inégalités a structuré la discipline économique, notamment en Amérique du Nord, dans la seconde moitié du vingtième siècle²⁰. Pareille conception de la pauvreté s'oppose à celles qui la font dépendre de l'inégale distribution de ressources parmi la population considérée (comme les mesures de la pauvreté monétaire, en Europe). Dans tous les cas, la définition des seuils de pauvreté reste politique, dans la mesure où, d'après leurs niveaux et leurs évolutions, les gouvernements, les administrations et, dans une moindre mesure, les organisations non gouvernementales (ONG) déterminent l'ampleur du « problème à traiter » et les moyens envisageables d'y parvenir. Entériner la séparation entre pauvreté et inégalité ne constitue ni une percée conceptuelle ni un choix politiquement neutre : elle a souvent permis de blâmer les victimes, ce qui n'est absolument pas le cas des auteurs, ou de réconcilier l'acceptation *volens nolens* du monde tel qu'il est et l'approbation d'actions palliatives.

- 12 En outre, le déni de la politique et l'indifférence à l'histoire des techniques de gouvernement empêchent de penser l'aide aux pauvres comme un rapport de pouvoir. Or, l'économie du développement à la manière d'Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo n'est possible que si les expérimentateurs dominent les sujets de leurs expériences (les cobayes mais aussi les administrateurs du dispositif évalué). Ce rapport de pouvoir n'a rien de personnel : il est inscrit dans le protocole expérimental et redoublé par le rapport d'assistance, sans parler de l'écart irréductible entre les positions sociales des cobayes, des enquêteurs locaux, des assistants de recherche expatriés et des universitaires cosmopolites qui les chapeautent. Les auteurs mentionnent incidemment cette asymétrie de pouvoir quand ils affirment, dans un article académique, que l'acceptabilité de l'évaluation aléatoire ne posera plus vraiment de problème, dans les pays pauvres, à mesure que les bailleurs de fonds, publics comme privés, en feront systématiquement une condition *sine qua non* de financement. De plus, dans ces pays, les populations cibles, accoutumées à l'inégalité de traitement qu'induit le manque de moyens, considéreraient le tirage au sort des bénéficiaires comme un mode d'allocation juste de ressources limitées²¹. Sans doute, les commanditaires peuvent-ils contrôler les abus en forçant les expérimentateurs à se conformer à des règles, éthiques notamment.
- 13 Cependant, l'enjeu dépasse l'obtention du « consentement éclairé » des sujets. La production de résultats dépend ici d'un rapport social favorable aux expérimentateurs et à leurs « petites mains ». Mais ils ne pourraient pas se prévaloir de cet ascendant pour apprécier les effets sur la pauvreté de mesures qui affecteraient des agents dominants. Rien d'autre que leur bonne volonté ne contraindrait en effet de riches propriétaires, des dirigeants d'entreprises, des gouvernants, voire même des universitaires à se soumettre à l'expérimentation ; *a fortiori*, si elle consistait à manipuler des ressources (matérielles ou symboliques) dont l'inégale distribution entretient la domination de ces agents. Et pourtant les actions de ces individus, mais plus encore la logique des univers dans lesquels ils occupent des positions de pouvoir affectent très certainement les conditions de vie des pauvres. Dès lors, le souci n'est pas que l'économie du développement que promeuvent Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo ne permette pas de répondre à toutes les questions – à l'impossible nul n'est tenu – mais bien que son complet déploiement dépende d'un rapport de pouvoir asymétrique que les auteurs n'analysent pas, alors qu'il est pourtant constitutif des conditions d'administration de la preuve « expérimentale » et des conditions d'existence de celles et ceux qu'il s'agirait d'étudier et d'aider²². C'est là non seulement la limite d'une approche qui revendique l'action par la marge en ajustant les incitations et les

contraintes des sujets de l'expérimentation, mais aussi celle d'une analyse des comportements qui repousse les limites de la microéconomie sans rompre avec le fonds essentialiste de la théorie de l'action rationnelle.

- 14 Pour les auteurs, les situations pathétiques dans lesquelles les pauvres se trouvent ne sanctionnent par leurs défaillances ni leurs insuffisances individuelles, mais leurs conditions de vie affectent leurs représentations du monde ainsi que leurs comportements. Autrement dit, en tant qu'humains, les pauvres sont des agents rationnels, mais leur existence ne leur permet pas toujours d'agir au mieux de leurs intérêts²³. Le recours d'Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo à l'économie comportementale et à ses prolongements en neuroscience leur apporte cette commune humanité, mais il renforce une appréhension psychologique, si ce n'est physiologique – plutôt qu'institués par la collectivité – des croyances et des modes de conduite individuels²⁴. Ce faisant, ils élaborent une économie humaniste qui n'est pas tout à fait une science sociale. Ainsi s'explique sans doute le mélange déroutant entre empathie pour les personnes, minutie des observations collectées sur le terrain et usage exceptionnel des acquis de l'histoire, de l'anthropologie ou de la sociologie²⁵. Autrement, il leur faudrait considérer qu'il puisse exister des déterminations qui dépassent les individus – *i.e.* dont ils n'ont pas conscience et qui ne se donnent pas nûment à leurs réflexions – et les inscrivent dans des « rapports déterminés, nécessaires et indépendants de leur volonté²⁶ », pour reprendre la formulation d'un autre critique célèbre de l'économie politique. Alors, Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo seraient forcés de réintroduire dans l'analyse tout ce dont ils cherchent justement à faire l'économie en « repensant la pauvreté » : les rapports de force, la politique et une théorie sociale des pratiques individuelles.
- 15 En somme, l'apport des sciences sociales, y compris l'économie, à l'aide humanitaire, aux programmes de développement comme aux politiques publiques ne réside pas seulement dans l'administration de prescriptions expertes, mais aussi dans la (dé)construction des manières de penser ces actions et de les mettre en branle : quels sont leurs présupposés et leurs enjeux ? Qui apprécie ces actions à l'aune de quels critères et pour le compte de qui ? Quels sont les effets des différentes techniques d'évaluation dans la construction de l'objet scientifique et la définition d'un problème politique ? Sans doute Esther Duflo et Abhijit V. Banerjee ne peuvent pas être tenus responsables de toutes les évaluations aléatoires mal conçues, menées sans précaution ou de leurs mésusages. Pourtant, leur prosélytisme simplificateur promeut un mode de recherche qui escamote ses biais méthodologiques, ses partis pris politiques et ses limites théoriques. L'évaluation aléatoire n'est pas l'immaculé *experimentum crucis* que revendiquent les auteurs. Au contraire, la généralisation de cette façon d'évaluer les politiques à l'égard des populations démunies ou des agents les plus dominés de la société, revient à envisager ces mesures ou ces programmes non pas comme des droits individuels garantis par la collectivité, mais comme des secours particuliers toujours sujets à caution. Dans le premier cas, l'évaluation consiste à veiller à ce que les dispositifs bénéficient à leurs ayants *droit* mais les effets sur ces derniers ou leurs usages ne rentrent pas en ligne de compte. Dans le second cas, l'aide serait, jusqu'à preuve du contraire, une action injustifiée dont les bénéficiaires restent, par la force des choses et pour les besoins de la science, des sujets plutôt que des agents à qui la société reconnaît un droit.

NOTES

1. Parker I. (2010), « The Poverty Lab. Transforming development economics, one experiment at a time », *The New Yorker*, 17 mai. Depuis 2004, Abhijit Banerjee est membre de l'Académie des arts et des sciences ; Esther Duflo a obtenu la médaille Clark en 2010 ; leur livre a reçu le prix 2011 « *Financial Times & Goldman Sachs Business Book of the Year* ». En 2013, Barack Obama la nomme au Conseil présidentiel pour le développement global.
2. Gauchat G. (2012), « Politicization of science in the public sphere : a study of public trust in the United States, 1974-2010 », *American sociological review*, vol. 77, n° 2, pp. 167-187.
3. Pollak M. (1979), « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25, pp. 45-59. Sur la division du travail scientifique et le partage des bénéfices académiques au sein de J-PAL, Jatteau A. (2013), « Sociographie d'un laboratoire de "lutte contre la pauvreté" : le J-Pal », présentation au colloque *Instabilités globales et ordres des politiques économiques. Institutions, instruments et savoirs de gouvernement de l'économie*, Université Paris-Dauphine & Sciences-Po, Paris, 17-18 juin.
4. Carothers T., Gramont de D. (2013), *Development aid confronts politics: the almost revolution*, Washington DC, Carnegie endowment for international peace.
5. Sur ce porte-à-faux constitutif de la profession économique, Lebaron F. (2000), *La croyance économique : les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil.
6. Sur les conditions formelles de validité et les limites des essais aléatoires, Cartwright N. (2010), « What are randomized controlled trials good for ? », *Philosophical studies*, vol. 147, n° 1, pp. 59-70.
7. « Quelle est la cause ultime de la pauvreté ? Quelle confiance peut-on accorder au marché ? La démocratie est-elle une bonne chose pour les pauvres ? L'aide internationale a-t-elle un rôle à jouer ? » (p. 20)
8. Rosenzweig M. R. (2012), « Thinking small : a review of *Poor economics : a radical rethinking of the way to fight global poverty* by Abhijit Banerjee and Esther Duflo », *Journal of economic literature*, vol. 50, n° 1, pp. 115-127.
9. Banerjee A. V., Duflo E. (2009), « The experimental approach to development economics », *Annual review of economics*, vol. 1, pp. 151-178.
10. La mise en œuvre du revenu de solidarité active, institué par la loi du 1^{er} décembre 2008, fut à ce propos caractéristique. Son concepteur, Martin Hirsch, convaincu de longue date de la pertinence de l'évaluation aléatoire, accepte une expérimentation dérogeant aux conditions de validité de la technique. Il précipite la généralisation du dispositif, à partir de résultats intermédiaires équivoques, pour que « sa » mesure passe, malgré tout (Gomel B., Serverin É. [2011], « Évaluer l'expérimentation sociale », *Document de travail*, n° 143, Noisy-le-Grand, Centre d'études de l'emploi ; L'Horty Y., Petit P. [2011], « Évaluation aléatoire et expérimentations sociales », *Revue française d'économie*, vol. 26, n° 1, pp. 13-48).
11. Heckman J.J. (1991), « Randomization and social policy evaluation », *NBER technical working paper*, n° 107.
12. Ravallon M. (2012), « Fighting poverty one experiment at a time : *Poor economics : a radical rethinking of the way to fight global poverty* : review essay », *Journal of economic literature*, vol. 50, n° 1, pp. 103-114.
13. Deaton A. (2010), « Instruments, randomization, and learning about development », *Journal of economic literature*, vol. 48, n° 2, pp. 424-455. Sur l'illusion positiviste d'une science sans présupposés théoriques, Bourdieu P., Passeron J.-C., Chamboredon J.-C. (éd.) (1967), *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton-Bordas, pp. 59-77.

14. Bruno I., Didier E. (2013), *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, Zones. L'essor du *benchmarking* dans les bureaucraties privées et publiques repose sur la même confusion entre mesure de l'efficacité, recherche de l'efficacité et démonstration de la causalité.
15. Salomone J. (2012), *Randomized controlled trials at war*, EHESS, École d'économie de Paris, mémoire de master « Analyse et politique économique ».
16. Bailey M. J., Danziger S. (dir.) (2013), *The legacy of the war on poverty : implications for the future of anti-poverty policies*, New York, Russell Sage Foundation. Dans *In search of the unequivocal. The political economy of measurement in U.S. labor market policy* (Wesport Conn., Praeger, 1988), Daniel Breslau documente l'avènement aux États-Unis, à partir des années 1970, de l'expérimentation aléatoire dans l'évaluation des programmes de retour à l'emploi. De la mesure des taux de reclassement ou des écarts de rémunération avant et après la formation au calcul de l'effet propre de chaque dispositif, il s'agit moins d'une longue route vers la scientificité que de la conjonction d'intérêts convergents, aux frontières des champs politiques, administratifs et scientifiques. Des politiques républicains veulent réduire ce qu'ils perçoivent comme des programmes démoralisateurs qui servent leurs adversaires démocrates en privilégiant leurs électeurs potentiels (pauvres et africains-américains). Des fonctionnaires fédéraux veulent reprendre la main sur les *street-level bureaucrats* pour démontrer aux élus le bien-fondé ou l'inanité de tel ou tel programme. Parmi les économistes raisonnant « toutes choses étant égales par ailleurs », les économètres universitaires sont supplantés par des consultants, moins légitimes académiquement, mais qui les devancent dans les appels d'offres en proposant des évaluations ou des expérimentations ajustées aux préoccupations politiques des élus et aux cahiers des charges que rédigent les technocrates de Washington.
17. Labrousse A. (2010), « Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement », *Revue de la régulation* [en ligne], n° 7 ; <http://regulation.revues.org/index7818.html> ; consulté le 28 septembre 2013.
18. Objectif disponible en ligne à l'adresse : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/poverty.shtml> ; consulté le 25 septembre 2013.
19. Simmel G. (2011, 1907), *Les pauvres*, Paris, Presses universitaires de France, traduction de Bertrand Chokrane et introduction par Serge Paugam et Franz Schultheis.
20. Castel R. (1978), « La "guerre à la pauvreté" aux États-Unis : le statut de l'indigence dans une société d'abondance », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 19, pp. 47-60 ; Hirschman D. A. (2013), « An economy free of inequality ? How economics rediscovered income distribution », document de travail, séminaire de sociologie économique, Université du Michigan, Ann Arbor, 26 février. Plus généralement, sur l'histoire sociale, aux États-Unis, des sciences sociales *lato sensu*, Steinmetz G. (2005), *The politics of method in the human sciences : positivism and its epistemological others*, Durham, Duke University Press.
21. Banerjee A. V., Duflo E., « The experimental approach to development economics », *op. cit.*, p. 163 et 166.
22. *A contrario*, une organisation comme Médecins sans frontières met au cœur de l'évaluation de ses programmes, l'analyse des conditions de son intervention, avec une attention toute particulière aux rapports de force qu'elle considère comme constitutifs de l'action humanitaire (Magone C., Neuman M., Weissman F. [dir.] [2011], *Agir à tout prix ? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins sans frontières*, Paris, La Découverte). Daniel Breslau (*op. cit.*, pp. 122-124) propose une approche similaire : non pas jauger les effets (escomptés ou concrets) d'un dispositif sur ses sujets, mais établir le champ des forces interagissantes entre agents qui expliquent non seulement ce que le dispositif fait à ses bénéficiaires et à celles et ceux qui l'administrent, mais aussi ce qu'ils en font.
23. Duflo E. (2006), « Poor but rational ? », in Banerjee A. V., Mookherjee D., Benabou R. (dir.), *Understanding poverty*, Oxford, New York, Oxford University Press, pp. 367-378.

24. Abend G. (2011), « Thick concepts and the moral brain », *European journal of sociology*, vol. 52, n° 1, pp. 143-172.

25. Par exemple, page 204, ils recourent à l'anthropologue Claude Meillassoux (*Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Paris, La Haye, Mouton, 1964) dont les travaux rendent raison des pratiques agricoles et des modes genrés de consommation qu'Esther Duflo et Christopher Udry ont observés en Côte-d'Ivoire.

26. Marx K. (1972 [1859]), *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, p. 18.

AUTEURS

PAUL LAGNEAU-YMONET

Université Paris-Dauphine, Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso)